

PENSIONS DE RETRAITE - FISCALITÉ - RÉFORME DES RETRAITES : Les retraité.e.s ne doivent pas être sacrifié.e.s !!!

La crise du Covid démontre que le gouvernement a fait le choix de ne pas donner les moyens nécessaires pour préserver les plus anciens et les plus vulnérables face à cette épidémie.

En cela, il continue à maltraiter les retraités. Depuis son arrivée au pouvoir, Monsieur Macron et son gouvernement ont amplifié les attaques déjà conséquentes des gouvernements Sarkozy et Hollande.

Un petit rappel historique

Jusqu'à l'arrivée de Sarkozy, les pensions des retraites de base étaient revalorisées au 1^{er} janvier sur la base de l'inflation prévue pour l'année par la Loi de Finances, avec une régularisation prenant en compte l'inflation de l'année N-1. Sarkozy a décalé la revalorisation au 1^{er} avril sous prétexte qu'elle était difficile à calculer. Il a supprimé la demi-part en matière d'impôt sur le revenu pour les personnes vivant seules ayant élevé au moins un enfant (sauf pour celles l'ayant élevé seules pendant au moins 5 ans).

Hollande n'a pas remis en cause cette réforme et a amplifié l'attaque contre les pensions des retraites de base avec des revalorisations insuffisantes et un report en oc-

tobre, l'imposition des majorations de pension à l'impôt sur le revenu pour les parents de trois enfants et plus et l'instauration de la CASA. Il a modifié la règle de revalorisation en la calculant non plus sur l'inflation de l'année à venir, mais sur l'inflation constatée. Quant à Macron, il a augmenté le taux de CSG, revalorisé de manière insuffisante les pensions de retraite (en violation des dispositions du Code de la Sécurité sociale) et reporté au 1^{er} janvier les revalorisations.

Ainsi, ces différentes mesures ont sérieusement amputé le pouvoir d'achat des retraités.

Évolution du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2019

Indice des prix INSEE hors tabac	Pensions brutes de base	Pensions nettes (avec CSG à 8,3 % et CASA)	Smic
+ 12,93 %	+ 10,99 %	+ 8,60 %	+ 20,05 %

Pour 2020, Macron a instauré une augmentation différenciée allant de 1 % pour les pensions brutes égales ou inférieures à 2 000 € à 0,3 % pour les pensions égales ou supérieures à 2 015 €, introduisant des distorsions flagrantes. De plus, les revalorisations complémentaires prévues au 1^{er} mai, pour ceux qui auraient dû avoir 0,4 %, 0,6 % ou 0,8 % sont reportées en septembre du fait de l'épidémie de Covid. Pour simplement remettre les pensions de base à leur niveau de mai 2017, il faudrait une augmentation de 2 % au 1^{er} janvier 2020 et l'abrogation de la hausse de la CSG de 1,7 %.

La situation continue de se dégrader. Depuis le début du confinement dû à la pandémie, l'augmentation du prix des fruits et légumes est en moyenne de 9 %. Elle est de 6 % pour les produits de consommation courante et de 12 % en moyenne pour les fruits et légumes bio. Ce qui induit un réel impact sur le pouvoir d'achat des retraités, qui ont aussi davantage fréquenté les commerces de proximité.

Ce gouvernement toujours prêt à s'en prendre aux plus modestes a demandé à l'Agence nationale des chèques

de vacances (ANCV) de ponctionner 30 millions sur ses réserves pour abonder le fonds de solidarité pour les entreprises. De fait, l'état détourne, au profit des entreprises, l'épargne des salariés. Le CA de l'ANCV a validé cette ponction (la CGT et la FSU ont demandé son annulation). Ainsi, les aides pour les plus démunis, les plus pauvres, y compris les retraités, seront réduites, voire inexistantes. Il est vrai qu'avec le coronavirus les plus pauvres ne partiront pas en vacances cette année ! Alors, pourquoi se gêner ?

Il est certain qu'une nouvelle tentative de culpabilisation des retraités va être lancée sur le thème : face à la crise du Covid, les retraités n'ont pas perdu de revenus contrairement à ceux qui ont été en chômage partiel ou ceux qui auront perdu leur emploi. C'est oublier un peu vite que si cette épidémie a eu une telle ampleur c'est de la responsabilité de ceux qui ont désarmé les services de santé publique et ce n'est pas aux retraités de payer la facture alors que sans vergogne les plus grandes sociétés françaises ont versé les dividendes à leurs actionnaires et que l'évasion et la fraude fiscales privent le budget de l'État

de plus de 100 milliards. **Il faut s'attaquer sans plus tarder aux paradis fiscaux.**

Ce dont a besoin notre pays c'est d'une véritable réforme fiscale qui inverse la tendance d'une politique qui fait contribuer de moins en moins les plus riches.

Il faut rétablir un impôt sur la fortune plus ambitieux et plus progressif que l'ancien. L'impôt sur le revenu doit retrouver une plus grande progressivité avec un taux marginal à 65 ou 70 %. **Il convient de réduire la TVA** en ramenant le taux normal à 15 % et en la supprimant sur les produits de première nécessité. Les revenus du capital (les dividendes) ne doivent pas être soumis au prélèvement à taux unique (la flat tax) mais imposés à l'impôt sur le revenu. **Il convient de rétablir la demi-part supplémentaire** pour l'impôt sur le revenu pour toutes les personnes vivant seules ayant élevé au moins un enfant et **supprimer la fiscalisation de la majoration de pensions** pour les parents de 3 enfants et plus et de **ramener le taux de CSG à 6,6 % avant sa disparition** par la transformation en cotisation sociale.

La réforme des retraites doit être abandonnée

Le gouvernement a annoncé le gel de la réforme, c'est son retrait définitif qu'il faut obtenir.

La crise actuelle le démontre avec force, ce n'est pas la direction présidant à cette réforme qu'il faut emprunter.

Les logiques financières et comptables au service des intérêts privés de quelques ultras riches ont montré qu'elles conduisaient à l'impasse et à des catastrophes. C'est malheureusement l'expérience vécue par une grande partie des habitants de notre pays, mais aussi de la planète, notamment les plus âgés.

La course aux profits contre l'intérêt général est à la source des drames humains du moment.

Il n'y avait pas d'argent pour les hôpitaux et les Ehpad, mais les dividendes des actionnaires n'ont jamais été aussi élevés... Cette même logique, ils veulent l'imposer aux retraites, actuelles et futures, pour le même motif: il n'y a pas assez d'argent pour verser de bonnes pensions.

Comme ils ont fixé un plafond pour les dépenses de santé, ils veulent fixer un plafond pour les dépenses de retraite.

A-t-on entendu parler d'un plafond pour les profits des multinationales et les dividendes des actionnaires?

Les décisions prises par le gouvernement nécessitent une Loi de financement rectificative pour équilibrer les comptes de la Sécurité sociale. Il ne faut pas que le gouvernement fasse supporter le poids de ces dépenses supplémentaires ou des baisses de recettes au monde du travail. Si la réforme avait été mise en place, cela se serait traduit par une baisse des pensions, les dépenses de retraites étant plafonnées à un pourcentage du produit intérieur brut (14 % du PIB). **Car, avec l'épidémie du coronavirus, le PIB va baisser en 2020.**

C'est là le principe des cotisations définies que ce gouvernement veut mettre en place. Les retraites devaient être la variable d'ajustement du système, plutôt que ses ressources.

C'est pour cette raison qu'il faut au contraire revenir à une logique de prestations définies dans laquelle les ressources, donc principalement les cotisations, sont ajustées pour l'équilibre de l'édifice retraites, et par ailleurs, le niveau des prestations, donc des pensions, est affiché et garanti.

C'est cette logique qui a été instaurée à la Libération lors de la création de la Sécurité sociale, mais le patronat et ses affidés politiques n'ont cessé de la combattre depuis. S'ils ne sont pas parvenus à leur fin, il faut admettre que le système de retraite français n'est plus complètement à prestations définies. Il est par exemple beaucoup plus difficile qu'auparavant d'avoir une idée de sa future retraite pour les salariés d'aujourd'hui.

La réforme régressive des retraites voulue par le gouvernement parachèverait cette évolution en faisant varier les pensions déjà liquidées au gré des aléas économiques.

Des milliers de retraités paient un très lourd tribut du fait des politiques conduites en matière de santé. Elles et ils constituent la grande majorité des décès enregistrés à ce jour et la pandémie n'est pas terminée.

Le moment est plutôt venu de faire d'autres choix au bénéfice du plus grand nombre, dont les retraités. La logique de toujours plus de profits est, on le voit bien aujourd'hui, mortifère pour le genre humain et pour la planète.

La situation que nous vivons est cruelle, mais elle sera utile si elle conduit à changer radicalement de direction, en consacrant les richesses produites par le travail au bien-être de l'humanité et pas à sa destruction.

Notre système de protection sociale, avec la Sécurité sociale qui en constitue le socle, bien qu'affaibli par les politiques successives de ces dernières décennies, a été et demeure le meilleur instrument pour traverser les tempêtes de toutes sortes.

Il importe de se saisir de ce moment pour le conforter et le consolider avec en première étape obtenir du gouvernement le renoncement à ce qu'il faut bien appeler sa contre-réforme des retraites.